

Collectif Solidarité Roms Toulouse

Lettre ouverte à Monsieur le Préfet de la Région
Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre
National du Mérite.

Monsieur le Préfet

Le Collectif Solidarité Roms de Toulouse ne peut rester sans réagir face à l'intervention de la Police Nationale en date du 11 avril sur le campement Rom situé à Toulouse Gramont, en bordure du périphérique. En effet, la manière dont ont été distribués vingt-sept arrêtés portant obligation de quitter le territoire français (OQTF), signés sur votre délégation, est insupportable. Elle est indigne de services chargés de faire respecter la loi, et qui ne devraient donc jamais s'en exonérer eux-mêmes.

Vous n'ignorez pas que la délivrance de tels arrêtés doit être précédée d'une étude réelle de chaque situation personnelle. Or aucune des personnes visées n'a été interrogée ni sur la durée de son séjour en France, ni sur ses moyens de subsistance, ni sur ses conditions de vie.

Plus grave encore, les indications fournies spontanément par les intéressés sur la date de leur arrivée, ou encore des éléments d'insertion comme la scolarisation des enfants, ont été balayés par de vulgaires « on s'en fout » et « si vous ne partez pas vous ferez six mois de prison », ajoutant ainsi l'inhumanité, le mépris et la menace à une illégalité dont la justice est actuellement saisie. Car c'est encore à ce jour la justice qui dit le droit, et non la police qui n'avait d'ailleurs aucun délit à reprocher à qui ce soit lors de cette intervention.

Le Collectif Solidarité Roms exige des pouvoirs publics que l'accès au travail de ces citoyens européens roumains et bulgares, qui disposent de la liberté de circulation, soit enfin identique à celui des autres européens. Les mesures transitoires, dérogatoires au traité d'adhésion à l'Union Européenne, et dont la France a récemment prolongé l'application, ont pourtant été abrogées dans de nombreux pays comme l'Espagne il y a plusieurs années, ou l'Italie il y a seulement quelques mois.

Pourquoi la France fait-elle, pour ces populations discriminées ici comme en Roumanie et en Bulgarie, le choix des bidonvilles et des expulsions massives, coûteuses et sans véritable fin ?

La solidarité fait-elle encore partie des principes républicains ?

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

Le Collectif Solidarité Roms - Toulouse

Comité Contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire Toulouse (CCFD) - Comité de Coordination pour la Promotion et la Solidarité – migrants, Tsiganes - ESMA Toulouse - Flambère Action Médiation Toulouse (FLAM) - Ligue des Droits de l'Homme Toulouse (LDH) - Médecins du Monde Toulouse (MDM) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples Toulouse (MRAP) - Robins des Bois de l'Energie - Secours Catholique Garonne-Ariège - Association Terr'Eau

Email : collectifsolidariteroms31@gmail.com